

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
28019 Chartres

Chartres, le 10/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

UVEA

Chemin Saint Mathurin
28150 Ouarville

Références : 0473/RAPVI/TTa/IC240165/VAT20240135
Code AIOT : 0010000473

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/02/2024 dans l'établissement UVEA implanté Chemin Saint Mathurin 28150 Ouarville. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite inopinée à horaire décalé (16h)

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- UVEA
- Chemin Saint Mathurin 28150 Ouarville
- Code AIOT : 0010000473
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Installation d'incinération de déchets ménagers et assimilés

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Origine géographique des déchets	Arrêté Préfectoral du 08/06/2020, article 2	Sans objet
2	Surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 08/03/2012, article 20.2	Sans objet
3	Propreté	Arrêté Préfectoral du 05/05/2004, article 7	Sans objet
4	Organisation	Arrêté Préfectoral du	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
		05/05/2004, article 9.2	
5	Livraison et réception des déchets : conditions générales	Arrêté Préfectoral du 05/05/2004, article 15.4	Sans objet
6	Nature des déchets admissibles	Arrêté Préfectoral du 19/01/2024, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Origine géographique des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/06/2020, article 2
Thème(s) : Autre, Origine géographique des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>L'origine géographique des déchets admis sur l'installation correspond :</p> <ul style="list-style-type: none"> - en priorité aux six départements de la région Centre-Val de Loire : Eure-et-Loir (28), Cher (18), Indre (36), Indre-et-Loire (37), Loir-et-Cher (41) et Loiret (45) ; - puis aux départements limitrophes du département d'Eure-et-Loir, situés en dehors de la région Centre-Val de Loire et aux autres départements de la région Île-de-France : Eure (27), Orne (61), Sarthe (72), Yvelines (78) et Essonne (91), Seine-et-Marne (77), Val-d'Oise (95), Hauts-de-Seine (92), Paris (75), Seine-Saint-Denis (93) et Val-de-Marne (94). <p>Toute modification notable de l'origine géographique indiquée ci-dessus doit être portée avant sa mise en œuvre à la connaissance de la Préfète avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées a consulté le « fichier pont » pour la journée du 27 février. Ce fichier indique, entre autres, les origines géographiques des déchets admis sur l'installation qui sont, pour la journée du 27 février :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Eure-et-Loir (76%) - Yvelines (12%) - Loiret (8%) - Paris (4%) <p>[PdC n°1] Pas de non-respect constaté</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Surveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/03/2012, article 7
--

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance de ses rejets atmosphérique. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais dans les conditions fixées par l'arrêté d'autorisation, qui sont au moins celles qui suivent.

Paramètre	Contrôle interne	Contrôle par un organisme extérieur
Poussières totales	Mesure en continu	Deux mesures par an
Substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT)		
Chlorure d'hydrogène		
Fluorure d'hydrogène		
Dioxyde de soufre		
Oxydes d'azote		
Ammoniac		
Monoxyde de carbone		
Vapeur d'eau		
Oxygène		
Dioxines et furannes	Mesure en semi-continu	
Cadmium et de ses composés	Sans objet	
Thallium et de ses composés		
Mercure et de ses composés		
total des autres métaux (Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V)		

[...]

La mesure en continu du fluorure d'hydrogène (HF) peut ne pas être effectuée si on applique au chlorure d'hydrogène (HCl) des traitements garantissant que la valeur limite d'émission fixée n'est pas dépassée. Dans ce cas, les émissions de fluorure d'hydrogène font l'objet d'au moins deux mesures par an.

Constats :

L'inspection des installations a contrôlé la présence des mesures en continu.

L'ensemble des valeurs, qu'elles soient instantanées, sur 30 minutes ainsi que sur la journée sont transférées en temps réel sur un écran en salle de contrôle. L'ensemble des éléments demandés pour les mesures en continu par l'arrêté préfectoral figure sur le logiciel informatique.

Compte tenu du traitement appliqué au chlorure d'hydrogène, l'exploitant mesure le fluorure d'hydrogène à une fréquence semestrielle. Pour information, aucun dépassement en 2023 n'est constaté.

[PdC n°2] Pas de non-respect constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/05/2004, article 7

Thème(s) : Autre, Propreté
Prescription contrôlée : L'exploitant assure la propreté des voies de circulation, en particulier à la sortie de l'installation, et veille à ce que les véhicules sortant de l'installation ne puissent pas conduire au dépôt de déchets sur les voies publiques d'accès au site. L'ensemble du site doit être maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus. [...]
Constats : Le jour de l'inspection, le site est maintenu en bon état. Aucun dépôt de déchets sur la voie publique n'est constaté. <u>[PdC n°3] Pas de non-respect constaté</u>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Organisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/05/2004, article 9.2
Thème(s) : Autre, Organisation
Prescription contrôlée : [...] Des consignes relatives à la prévention des risques doivent être établies, tenus à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer : - l'interdiction, en fonctionnement normal, d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les zones d'entreposage des déchets, - les mesures à prendre en cas de défaillance d'un système de traitement et d'épuration, - les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient contenant des substances dangereuse, - les moyens à utiliser en cas d'incendie, - la procédure d'alerte, - les procédures d'arrêt d'urgence.
Constats : Les consignes relatives à la prévention des risques sont situées aux lieux clés de l'installation, à savoir : -affiché au mur, dans le couloir desservant les bureaux des agents, -dans un classeur qui est mis en évidence dans la salle de contrôle. Ce classeur comprend l'ensemble des éléments nécessaires à la prévention des risques. Par sondage, l'inspection des installations classées a questionné les agents présents dans la salle de contrôle afin d'avoir accès aux mesures à prendre en cas de défaillance d'un système de traitement et d'épuration. Un agent a rapidement identifié les mesures à prendre et les à communiquer à l'inspection des installations classées. <u>[PdC n°4] Pas de non-respect constaté.</u>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Livraison et réception des déchets : conditions générales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/05/2004, article 15.4
Thème(s) : Autre, registre

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Pour chaque réception de déchets sur l'installation, les renseignements minimums suivants sont consignés sur un document de forme adaptée (registre, fiche de réception, listings informatiques...) et conservé par l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - origine et dénomination du déchet, -quantité réceptionnée, - date de réception, - nom de la société de ramassage et numéro d'immatriculation du véhicule utilisé. <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le " fichier pont" tenu à jour par l'exploitant comprend l'ensemble des éléments demandés.</p> <p><u>[PdC n°5] Pas de non-respect constaté.</u></p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Natures des déchets admissibles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/01/2024, article 4
Thème(s) : Autre, Natures des déchets admissibles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions de l'article 14.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 05 mai 2004 sont remplacées par le présent article :</p> <p>« Les déchets admissibles sur le centre d'incinération sont constitués :</p> <ul style="list-style-type: none"> • des déchets non dangereux : <ul style="list-style-type: none"> ◦ des déchets ménagers bruts ; ◦ des déchets industriels banals bruts (D.I.B. : déchets issus des entreprises du commerce, de l'artisanat, de l'industrie, des services et des administrations) ; ◦ des refus de tri des collectes sélectives (déchets ménagers, D.I.B, encombrants) et des refus de plateforme de compostage ; ◦ des boues déshydratées de station d'épuration d'eau usées urbaines (la filière de valorisation agricole doit toutefois être favorisée) ; ◦ des déchets d'activités de soin non contaminés assimilables aux déchets ménagers ; ◦ des déchets liquides en contenant clos de 1m3 maximum dans la limite de 4000t/an. Seuls les déchets liquides classés comme suit, au titre de la décision n°2014/955/UE de la Commission du 18 décembre 2014, sont autorisés : <ul style="list-style-type: none"> ▪ 07 05 12 boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 07 05 11 ▪ 07 06 12 boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 07 06 11 ▪ 16 03 04 déchets d'origine minérale autres que ceux visés à la rubrique 16 03 03 ▪ 16 03 06 déchets d'origine organique autres que ceux visés à la rubrique 16 03 05 <p>Est interdite notamment l'admission :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de tout autre déchet liquide différent de ceux mentionnés ci-dessus ; • des déchets industriels dangereux et des déchets dangereux des ménages ; • des substances explosives ; • des déchets d'activités de soin contaminés au sens de la réglementation sanitaire ; • des déchets issus des abattoirs ; • des déchets radioactifs. <p>L'exploitant vérifie que les déchets réceptionnés sont conformes à ceux autorisés. »</p>
Constats :

D'après le "fichier pont", aucun déchet non autorisé par l'arrêté préfectoral du 19 janvier 2024 n'a été reçu le jour de l'inspection.

Cependant, l'inspection des installations classées constate, à l'arrière du bâtiment, une cage métallique servant de contenant pour les GRV avec, comme inscription : "Rebuts de cosmétique dangereux non-inflammables". Ce déchet, provenant de la société CHIMIREC CDS et produit par Parfums CHRISTIAN DIOR, comporte le code déchet suivant : 07 06 04*.

Contactée, l'entreprise CHIMIREC CDS affirme qu'une erreur d'étiquetage a eu lieu et qu'une autre étiquette est normalement apposée sur la cage métallique. Or, le 28 février 2024, l'inspection des installations classées n'était pas en mesure d'observer l'ensemble des faces de la cage métallique susvisée.

Pour ce faire, l'exploitant de l'unité de valorisation énergétique a transmis à l'inspection des installations classées, le 14 mars 2024, le « fichier pont » pour la journée du 15 février 2024, date à laquelle l'UVEA a reçu le GRV en question. Le registre indique un code déchet n°16 03 06, conforme à l'arrêté préfectoral du 19 janvier 2024.

[PdC n°6] Pas de non-respect constaté

Néanmoins, l'inspection des installations classées appelle l'exploitant à la vigilance et à la nécessité de n'avoir qu'un seul code déchet par GRV.

Type de suites proposées : Sans suite